

La problématique du développement dans les fêtes d'indépendance tournantes : cas de Bondoukou en 1971 et d'Odienné en 1972

Docteur COULIBALY Sontia Victor-Désiré
 Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
 Email : sontiadésiré@outlook.fr

&

Docteur N'GUESSAN Konan Samuel
 Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
 Email : nguessankonan2015@gmail.com

&

KOPRE Behou Ingrid Stéphanie
 Doctorante, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
 Email : kopreingrind@gmail.com

Résumé

Les disparités régionales entre le nord et le sud de la Côte d'Ivoire ont poussé le gouvernement à trouver les voies et moyens pour y remédier le plus vite possible. Une des solutions trouvées a été l'organisation des fêtes d'indépendance tournantes à l'intérieur dans les chefs-lieux de département et dans les communes d'Abidjan décidée par le Président Félix Houphouët-Boigny en 1964. C'est dans ce cadre que deux villes dans le nord ont été choisies pour abriter les festivités officielles en 1971 et en 1972, Bondoukou au nord-est et Odienné à l'extrême nord-ouest après Korhogo en 1965. Pour ce faire, ces villes ont été dotées d'un certain nombre d'infrastructures et d'équipements qui devaient les faire sortir de leur léthargie afin de les mettre sur la voie du développement tant escompté. Cependant, après avoir organisé la fête d'indépendance et bénéficié des avantages qui y sont liés, Bondoukou et Odienné ont présenté pendant longtemps un niveau de développement moyen qui pousse à s'interroger sur l'apport véritable des fêtes tournantes à l'intérieur.

Mots-clés : disparités, fêtes d'indépendance tournantes, développement, département, infrastructures

Abstract

Regional disparities between the north and south of Côte d'Ivoire have prompted the government to find ways of remedying them as quickly as possible. One of the solutions found was the organization of rotating independence celebrations in the different area of the country, in the main regions and in the communes of Abidjan, as decided by President Félix Houphouët-Boigny in 1964. It was in this context that two northern towns were chosen to host the official festivities in 1971 and 1972, Bondoukou in the north-east and Odienné in the far north-west, after Korhogo in 1965. In this sense, these towns were endowed with a number of infrastructures and facilities designed to lift them out of their lethargy and put them on the road to much-awaited development. However, Bondoukou and Odienné, having organized their independence celebrations and benefited from the advantages that go with them, have for a long

time been at an average level of development, which begs the question as to the true contribution of the rotating independence celebrations in the interior.

Key-words: disparities, rotating independence celebrations, development, department, infrastructures

Introduction

Le 10 Mars 1893, le territoire de Côte d'Ivoire est devenu une colonie française avec pour premier gouverneur Louis Gustave Binger. La colonie ivoirienne avait le statut de colonie d'exploitation. Autrement dit, les différentes ressources tirées de la Côte d'Ivoire et des colonies enclavées devaient être acheminées vers la métropole (Y.S. Affou, 1990, p.17). La Côte d'Ivoire avait pour principale vocation la production de cultures de rente à savoir le cacao et le café. C'est ainsi que les colons ont mis en place des infrastructures de transport, c'est-à-dire des routes, un chemin de fer pour acheminer lesdites ressources vers la côte ivoirienne où se trouvaient les wharfs et le port pour être envoyées en France (L.B. Koffi, 2015, p.123). Étant une colonie secondaire rattachée à Dakar capitale de l'Afrique Occidentale Française (AOF) après Saint-Louis (S.M. Tall, 2009, p.61), la colonie dans l'ensemble n'a pas bénéficié d'importantes d'infrastructures sur l'ensemble du territoire sauf le sud qui a été dans une certaine mesure privilégié. Seule Abidjan, dernière capitale de la colonie⁷⁴ a bénéficié de plusieurs équipements et infrastructures entraînant d'importantes disparités géographiques avec le reste du pays.

C'est de cette situation qu'ont hérité les autorités politiques ivoiriennes dès l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance le 7 Août 1960. En plus de jeter les bases du développement économique du nouvel État, il fallait penser ipso facto à la réduction des disparités régionales qui étaient flagrantes. Conscients de l'accentuation des disparités entre le nord et le sud, les dirigeants politiques ivoiriens avec à leur tête Félix Houphouët-Boigny, ont mis en place plusieurs stratégies pour les atténuer. À cet effet, l'État s'est appuyé par exemple sur l'Autorité de l'Aménagement de la Vallée du Bandama (AVB) et l'Autorité de l'Aménagement Régional de Sud-Ouest (ARSO) créées en 1969. Mais bien avant ces projets d'envergure, le Président avait initié la célébration tournante de la fête nationale, c'est-à-dire les fêtes d'indépendance tournantes en 1964.

Il s'agit de l'organisation des festivités officielles de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance dans des villes de l'intérieur ou dans des communes d'Abidjan. Ce qu'il faut comprendre par le concept de fête d'indépendance tournante, c'est l'organisation de la fête de façon rotative. Une ville ou une commune d'Abidjan ne pouvait pas accueillir deux fois suite les festivités. Elle constituait un moyen pratique pour raviver le sentiment d'appartenance à une même nation et surtout de permettre aux Ivoiriens de communier ensemble. L'État entendait faire de ces fêtes, la clé de voûte de la mise en place d'un ensemble d'infrastructures et d'équipements de base pour permettre le développement des départements à partir des chefs-

⁷⁴ Pendant la colonisation, c'est-à-dire de 1893 à 1960, la colonie de Côte d'Ivoire a eu trois capitales. La première capitale fut Grand-Bassam de 1893 à 1900. En raison de la propagation de certaines épidémies et de l'insalubrité, la capitale fut transférée à partir de 1900 sur le site du village d'Adjamé-Santey qui prit le nom de Bingerville à titre provisoire et ce jusqu'à 1934. À partir de 1934, Abidjan est devenue la capitale jusqu'à l'indépendance.

lieux ou capitales provinciales (B.S. Méité, 2014, p.100). Cet engagement nécessitait des moyens financiers importants déboursés par l'État car l'organisation d'une fête d'indépendance à l'intérieur se chiffrait en milliards (A. Miremont, 1989, p.12).

C'est la ville de Bouaké qui a accueilli la première fête tournante en 1964 et Korhogo en 1965. En 1966, les festivités ont été organisées à Abidjan, puis l'année suivante, ce fut le tour de Daloa. En 1968, c'est Abengourou qui organisa la fête à laquelle se succédèrent Man en 1969, Gagnoa en 1970 (F. Grah Mel, 2003, p.428). Vu les transformations des villes ayant abrité les festivités, les populations des autres capitales provinciales avaient à cœur d'abriter les festivités et ce sont deux chefs-lieux du nord qui ont été choisis. Pour les éditions de 1971 et de 1972, ce sont les villes de Bondoukou et d'Odienné qui ont été désignées. À l'instar des autres villes de l'intérieur, elles ont bénéficié de plusieurs infrastructures et équipements mais leur niveau de développement après la fête laissait à désirer d'où la question suivante : quel a été l'impact réel de l'organisation de la fête d'indépendance sur les villes de Bondoukou et d'Odienné ?

L'objectif de cet article est de montrer la contribution des fêtes d'indépendance au développement de Bondoukou et d'Odienné, chefs-lieux de département. En d'autres termes, il s'agit de présenter les changements opérés dans ces deux capitales départementales après l'organisation des fêtes tournantes.

La réponse à cette question nodale a été possible grâce à l'analyse des sources imprimées, des ouvrages et des articles de revue et de presse. L'examen des documents a permis de faire un recoupement pour en tirer des informations et d'opter pour l'approche qualitative. En effet, il a fallu premièrement présenter la situation de Bondoukou et d'Odienné avant la fête d'indépendance en mettant l'accent sur leur niveau de développement et leurs besoins. Le faisant, cette approche a permis de mettre en évidence le développement ou la transformation des villes puisqu'il fallait être situé sur les réalités de la ville à une date précise pour savoir s'il y a eu une amélioration, une stagnation ou une régression à une date ultérieure. C'est ce qui nous a motivés à étudier le niveau de développement des deux villes après la fête nationale pour cerner réellement les répercussions de la tenue de la fête nationale.

Les différentes informations recueillies ont permis de bâtir un plan en deux parties. Il s'agit de montrer d'une part les besoins de Bondoukou et d'Odienné à la veille de l'organisation de la fête d'indépendance et d'autre part son impact sur les villes et les départements.

1. Le choix de Bondoukou et d'Odienné pour les fêtes d'indépendance de 1971 et de 1972

Le choix des chefs-lieux de département pour accueillir les fêtes d'indépendance tournantes avait pour objectif de les faire sortir de leur léthargie en mettant en place des infrastructures et en renforçant les équipements existants. La finalité était de jeter les bases du développement départemental pour lutter contre les disparités régionales qui étaient flagrantes. Par conséquent, le choix de chaque ville répondait à d'importants besoins.

1.1. Les besoins de Bondoukou et d'Odienné à la veille de l'organisation de la fête d'indépendance

Le propre des fêtes d'indépendance tournantes était de faire sortir les villes de l'intérieur du sous-développement. Comme il a été mentionné, il existait un décalage abyssal entre le nord et le sud. Derrière cette fracture géographique, il faut savoir que plus on s'éloignait de Bouaké, plus la situation s'aggravait. En 1969, la ville de Bondoukou est devenue chef-lieu du département éponyme située à près de 400 km d'Abidjan avait pour sous-préfectures Sandégué, Kouasi-Datékro, Koun-Fao et Tanda (Ministère de l'information, 1971, p.26). La ville d'Odienné située à plus de 800 km était chef-lieu de département avec pour sous-préfectures Tienko, Goulia, Maninian, Gbéléban, Seydougou, Bako, Séguélon, Madinani, Tiémé, Samango, Samatiguila, Kaniasso et Dioulatiédougou (M. Touré, J. Adjovi (b), 1971, p.6).

Ces deux villes étaient considérées comme des villes de seconde zone et par conséquent, elles faisaient face à d'importants besoins. Le niveau d'urbanisation était faible dans l'ensemble. Cela se ressentait à travers la voirie qui était en majorité en terre. Seules les voies principales étaient bitumées. Par ailleurs, les constructions alternaient entre constructions modernes et constructions traditionnelles en terre. Le cachet rural était perceptible un peu partout et singulièrement à Odienné qui comptait plusieurs cases en banco et en toit de chaume (L. Do Rego Latif, J. Adjovi, 1972, p.5).

Le niveau d'équipement était en déca des besoins. À Bondoukou, le problème crucial était lié à l'adduction en eau potable. Selon Touré et Adjovi :

Depuis 10 ans, la ville de Bondoukou était ravitaillée en eau par trois puits qui livraient un volume d'eau suffisant aux besoins de la population. Mais les préparatifs du 11^e anniversaire de notre indépendance avec la construction de plusieurs habitats nouveaux à la fois exigèrent un volume d'eau trois fois supérieur à celui qui était ordinairement fourni (...) Comme on peut le constater, le problème d'eau était inquiétant. (M. Touré, J. Adjovi (a), 1971, p.5).

La ville d'Odienné n'était pas en reste car la question d'adduction en eau potable se posait avec acuité (L. Do Rego, J. Adjovi, 1972, p.5). L'alimentation électrique faisait également défaut par endroit. Si certains quartiers en bénéficiaient, il faut noter que la majorité des populations vivaient dans l'obscurité.

Les besoins en termes d'infrastructure étaient les mêmes que ceux des autres villes ayant abrité les fêtes d'indépendance. Pour ce faire, des travaux et des réaménagements s'imposaient. À titre d'exemple, il est possible d'évoquer le cas de l'aérodrome dont la capacité devait être renforcée puisque le trafic aérien allait s'intensifier pour accueillir les nombreux convives.

La ville devait faire un toilettage complet pour donner l'image d'une ville en phase avec l'organisation d'un tel évènement. Chaque habitant devait contribuer à l'organisation de la fête en se mobilisant pour participer aux différents travaux (S.V-D. Coulibaly, 2019, p.36). La tenue de la fête d'indépendance à l'intérieur était subordonnée à l'existence de certaines infrastructures que Bondoukou et Odienné n'avaient pas.

Comme ce fut le cas dans les autres villes de l'intérieur ayant abrité la fête nationale avant elle, la ville devait être dotée d'une résidence pour le Chef de l'État pour son séjour et une autre pour le préfet. La ville choisie devait accroître ses capacités d'accueil puisque la fête d'indépendance attirait du monde. Pour faire face à l'afflux de personnes, il fallait construire un hôtel et des quartiers de moyen et de haut standing pour abriter les hôtes. Il était également prévu la construction de nouvelle gare ferroviaire pour les villes ayant des gares (S.V-D. Coulibaly, 2019, p.37). L'organisation de la fête était conditionnée par la construction d'un stade flambant neuf devant accueillir la finale de la coupe nationale. De plus, il fallait bitumer la voie choisie pour la procession des corps habillés et des différentes couches socioprofessionnelles et l'aménager en mettant en place la tribune d'où les officiels allaient assister aux festivités en plus de faire le toilettage des infrastructures existantes (S.V-D. Coulibaly, 2019, p.37).

1.2.La désignation des deux villes

Le Président a institué les fêtes d'indépendance tournantes le 28 Juillet 1964 à la surprise générale en informant le bureau politique du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) (F. Grah Mel, 2003, pp.406-407). Dès l'annonce officielle par le secrétaire général du parti, Philippe Grégoire Yacé avait cité les villes devant les abritées. Ce sont Bouaké, Korhogo, Daloa, Man et Abengourou. L'ordre de Man et Abengourou a été changé puisque c'est Abengourou qui a organisé la fête en 1968 et Man en 1969.

Après cette programmation, le choix des villes dépendait de la volonté du Président. Dans l'imagerie populaire, le Président était déifié car il était considéré comme le père du développement qui pouvait transformer le visage des villes. Cette vision simpliste s'explique par le fait qu'en choisissant une ville, c'était un moyen de réaffirmer son pouvoir, son autorité, de témoigner sa reconnaissance à un fils originaire du département et de rassurer les peuples autochtones.

Le choix de Bondoukou a été annoncé par le Ministre d'État Mathieu Ékra en Octobre 1970 soit deux mois après la fête organisée à Gagnoa (Ministère de l'information, 1971, p.16). Le choix de cette ville était purement stratégique dans la mesure où cette partie de la Côte d'Ivoire n'avait pas bénéficié de projet de développement spécifique à l'exception des plans quinquennaux. Le choix d'Odienné venait à point nommé pour une contrée excentrée à l'extrême nord-ouest qui connaissait d'importants problèmes de fonctionnement. En outre, en choisissant Odienné, c'était un moyen pour le Président de témoigner sa reconnaissance à un proche, à un compagnon de lutte en la personne de Mamadou Coulibaly⁷⁵, originaire du département, Président du Conseil Économique et Social.

⁷⁵ Né le 10 Octobre 1910 à Odienné, il fait partie des dirigeants politiques de l'ouest africain francophone diplômés de l'École Normale William-Ponty. Titulaire du Diplôme Supérieur d'Aptitude Professionnelle (DSAP), il devient instituteur. Par la suite, il devient professeur chargé de cours aux Écoles Primaires Supérieures (EPS) de garçons et de filles de Bingerville. Il s'est engagé très vite dans la politique aux côtés de Félix Houphouët-Boigny son engagement s'est traduit par l'exercice de plusieurs fonctions sous la bannière de PDCI en tant que conseiller de l'Assemblée de l'Union Française, représentant de la Côte d'Ivoire au Sénat, premier vice-président de

2. L'impact de l'organisation de la fête d'indépendance sur Bondoukou et Odienné

Les deux villes ont connu une transformation physique du fait de la mise en place des infrastructures et des équipements, qui était le gage du développement.

2.1.La transformation physique des deux chefs-lieux

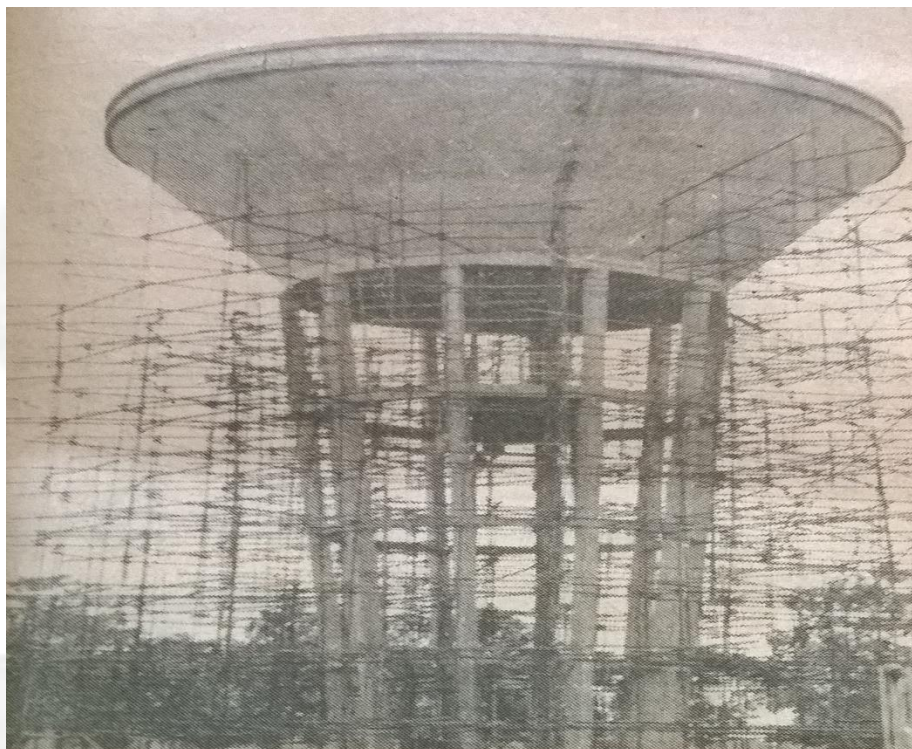
Ces fêtes ont permis entre autres la construction de la résidence du Président, de la résidence du préfet, de nouvelle préfecture, de marché moderne, d'hôtel pour accueillir les hôtes, de stade et parfois d'hôpital. Les réalisations variaient d'une ville à une autre. Des cités entières avaient été construites, l'alimentation en eau et en électricité faisait partie des priorités sans oublier le bitumage de la voie sur laquelle devait se tenir le défilé (K. Atta, 1978, p.31) estimés respectivement à plus d'un milliard de F CFA.

La célébration de la fête d'indépendance à Bondoukou et à Odienné a été à l'origine de leur reconfiguration physique dans la mesure où elles ont vu sortir de terre un ensemble d'infrastructures. En d'autres termes, les villes avaient fait peau neuve. Ces infrastructures peuvent être catégorisées en trois groupes : les infrastructures sociales, les infrastructures administratives et les infrastructures économiques.

La première catégorie des infrastructures désigne celles qui relèvent du domaine social. Les infrastructures communes bâties dans les deux villes sont le stade baptisé Ali Timité à Bondoukou et Mamadou Coulibaly à Odienné, l'accroissement de l'alimentation électrique à travers l'éclairage et les efforts d'amélioration de la desserte en eau avec la construction de château d'eau (voir photo n°1).

Photo n°1 : Château d'eau bâti à Bondoukou d'une capacité de 500 m³

l'Assemblée Nationale, membre du Conseil Général du département d'Odienné et du bureau politique. Il a été nommé Président du Conseil Économique et Social en Novembre 1962.



Source : M. Touré, 1971, p.6.

La deuxième catégorie est les infrastructures administratives mises en place sont les résidences du Président (voir la photo n°2) et du Préfet puis le réaménagement des services de poste et de télécommunication de département du même style.

Photo n°2 : Devanture de la résidence du Président à Odienné



Source : M. Touré, J. Adjovi (a), 1971, p.6.

Il faut également noter la construction de villas pour abriter les hôtes, la mise en place de la canalisation et le bitumage de la voirie (F. Grah Mel, 2003, pp.417-418) qui touchaient le volet social. À la différence d'Odienné, Bondoukou a bénéficié d'importants investissements dans le domaine de la santé avec les travaux d'aménagement de l'hôpital de Bondoukou, le

centre de santé de Sandégué, les maternités de Téhini et de Doropo (Ministère de l'information, 1971, p.20).

Au niveau économique, les grandes infrastructures mises sur pied sont les marchés, le développement des voies de communication pour faciliter le déplacement des biens et des personnes comme le bitumage des voies et le réaménagement des aérodrômes. Il y a aussi les hôtels de la Société Ivoirienne d'Expansion Touristique et Hôtelière (SIETHO) baptisés Mont Zanzan de 40 chambres à Bondoukou et Les frontières de 30 chambres à Odienné (voir photo n°3) pour compléter le panorama des réalisations (F. Grah Mel, 2003, pp.417-418).

Photo n°3 : Vue d'un côté de l'hôtel Les frontières d'Odienné



Source : M. Touré, J. Adjobi (b), 1971, p.6.

2.2.Le développement de Bondoukou et d'Odienné mis en question

À travers les fêtes d'indépendance tournantes, les dirigeants politiques entendaient impulser le développement des départements de Côte d'Ivoire à partir des chefs-lieux. Et c'est cette conception qui suscitait beaucoup d'intérêt et d'anxiété chez les populations désireuses de voir leur capitale choisie. Cependant, il faut relativiser sur la question du développement.

Le terme développement désigne l'« *ensemble des transformations techniques sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie* » (J-Y. Capul, O. Garnier, 2015, p.156). Cette définition met en lumière deux aspects fondamentaux à savoir le volet social et le volet économique. Le moins qu'on puisse dire est la part des fêtes d'indépendance dans le développement social des populations comme dit Yves Bénot :

la satisfaction d'un ensemble de besoins minimaux comme assurer l'électrification du pays, introduire des autos et moyens de communications modernes, la construction en dur des maisons et immeubles, la fourniture aux paysans des tracteurs, des engrais, de procurer des postes TSF, voire des télévisions à tous et d'abord de manger et de se vêtir. (Y. Bénot, 1973, p.14).

L’empreinte sociale des fêtes d’indépendance à Bondoukou et à Odienné est palpable à plus d’un titre. En effet, les populations ont vu leurs conditions de vie s’améliorer à travers l’amélioration de la desserte en eau et en électricité. Les grandes voies étaient éclairées. Aussi, ces capitales départementales ont vu leur système de santé s’améliorer dans la mesure où de nouveaux centres de santé ont vu le jour à la satisfaction des populations des départements. Les stades omnisports conféraient également un cachet plus moderne. Ils ont permis l’éclosion de plusieurs équipes évoluant dans le football, le basket-ball, l’athlétisme et le volley-ball.

Au niveau économique, l’infrastructure la plus en vogue est le marché moderne construit. Dans les deux villes, les anciens marchés avaient montré leur limite du fait de leur exigüité par rapport aux besoins. Les nouveaux marchés ont renforcé les échanges entre les chefs-lieux et les contrées reculées qui pouvaient écouler un peu plus facilement leurs productions.

Pour ce qui est des hôtels de la SIETHO, force est d’admettre que leur apport laisse à désirer. Les hôtels de bon standing semblaient surdimensionnés et difficiles à rentabiliser puisque les villes choisies pour les fêtes ne correspondaient pas forcément à des sites touristiques à l’exception de Man (Ministère de l’information, 1971, p.50).

Il apparaît que les fêtes d’indépendance célébrées à Bondoukou en 1971 et à Odienné en 1972 ont plus contribué au développement social qu’au développement économique, ce qui remet en cause dans une certaine mesure le sens donné aux réalisations. Comme, il a été susmentionné, le nord était une zone défavorisée en termes de développement par rapport au sud. Malgré l’existence d’importantes ressources, cette zone a été longtemps marginalisée pour son éloignement de la côte et ses facteurs climatiques. Pour l’État, c’était une question prioritaire étant donné qu’il était important de tout faire pour biffer le sentiment d’abandon ressenti par les populations de cette partie du pays. En choisissant ces deux villes du nord après Korhogo, c’était un moyen rapide et pratique d’essaimer les bases du développement aussi bien économique que social.

Mais de façon triviale, il faut souligner que ces investissements ont servi de façon très limitée ces capitales qui ne sont pas véritablement sorties de leur léthargie. Même si Bondoukou a connu une situation acceptable vu que c’est une ville carrefour non loin de la frontière ghanéenne, on ne peut pas en dire autant pour la ville d’Odienné et le département. Dans cette partie du pays, seuls les investissements productifs pouvaient faire la différence. Cette ville tout comme Bondoukou avait besoin par exemple de sociétés, d’usines et d’entreprises basées sur l’exploitation et la transformation des ressources locales aussi bien agricoles que minières. La preuve en est qu’il a fallu attendre l’avènement du projet soja pour voir les lignes bouger dans cette zone (M. Yéo, 2021. p.13).

Si les fêtes d’indépendance tournantes ont consacré l’image de bâtisseur de Félix Houphouët-Boigny, il faut tout de même signaler qu’elles se limitaient à la mise de certaines infrastructures, à des travaux d’édilité pour transformer le visage des centres urbains à cheval sur le traditionnel. Elles sont la preuve du manque de prévision sur le moyen et long terme vu que la désignation des villes était soumise aux desideratas du Président. Les infrastructures

bâties étaient quasiment les mêmes sans forcément tenir compte des réalités et des besoins des différents chefs-lieux.

Conclusion

Choisies pour abriter les festivités itinérantes de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance en 1971 et en 1972, les villes de Bondoukou et d'Odienné en tant que chefs-lieux de département faisaient face à d'importants besoins d'ordre général pour des villes de seconde zone et à des besoins d'ordre spécifique pour l'organisation de l'évènement. En une année, elles ont été investies pour la mise en place des infrastructures et des équipements.

En accueillant la fête d'indépendance, ces villes devaient connaître un développement qui devait se ressentir dans l'ensemble du département. Cependant, le développement escompté a été plus social qu'économique du fait de l'importance des infrastructures mises sur pied. Malgré tout ce qui a été entrepris, le retard de ces villes était palpable, car bien vrai qu'elles ont accueilli la fête d'indépendance, leur niveau de développement n'a pas connu l'évolution escomptée.

Références bibliographiques

AFFOU Yapi Simplicie (1990), *La relève paysanne en Côte d'Ivoire : étude d'expériences vivrières*, Paris, Karthala/ORSTOM.

ATTA Koffi (1978), *Dynamique de l'occupation de l'espace urbain et péri-urbain de Bouaké (Côte d'Ivoire)*, Thèse de doctorat de 3^e cycle, Géographie, Université Paris I Sorbonne, Paris.

CAPUL Jean-Yves, GARNIER Olivier (2015), *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier.

COULIBALY Sontia Victor-Désiré (2019), *Les fêtes d'indépendance tournantes et le développement des départements : cas de Katiola en 1979*, Mémoire de Master, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan.

DO REGO Latif, ADJOBI Jacob (1972), "Odienné an 12 : l'enthousiasme des Odienneka" in *Fraternité Matin*, n°2313, Samedi 29, Dimanche 30 Juillet, p.5.

GRAH MEL Frédéric (2003), *Félix Houphouët-Boigny : l'épreuve du pouvoir 1960-1980*, Abidjan-Paris, CERAP/Karthala.

KOFFI Loukou Bernard (2015), "Les infrastructures de transport en Côte d'Ivoire coloniale" in *Sifoe*, n°4, Décembre, pp.123-138.

MÉÏTÉ Ben Soualiouo (2014), "Les fêtes d'indépendance tournantes et le développement des villes : le cas de Daloa en 1967" in *Revue Ivoirienne d'Histoire*, n°24, pp.100-108.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION (1971), *Côte d'Ivoire An XI : les relais du développement*, Abidjan, Direction de la documentation et des actualités.

MIREMONT Auguste (1989), "Un réel consensus" in *Fraternité Matin*, n°7493, Vendredi 29 Septembre, p.12.

TALL Serigne Mansour (2009), *Investir dans la ville africaine : les émigrés et l'habitat à Dakar*, Dakar-Paris, CREPOS/Karthala.

TOURÉ Mohamed (1971), "Avant la fête nationale à Bondoukou : entretien avec le Préfet" in *Fraternité Matin*, n°2002, Mardi 20 Juillet, p.5.

TOURÉ Mohamed, ADJOBI Jacob (a) (1971), "Avant la fête nationale à Bondoukou : aucun problème majeur" in *Fraternité Matin*, n°2003, Mercredi 21 Juillet, p.5.

TOURÉ Mohamed, ADJOBI Jacob (b) (1972), "L'an 12 à Odienné" in *Fraternité Matin*, n°2319, Samedi 5, Dimanche 6, Lundi 7 Août, p.6.

YÉO Mamadou (2021), *Le projet soja et le développement du nord-ouest de la Côte d'Ivoire (1979-2002)*, Thèse de doctorat unique, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan.